Le guide pratique de la Convention de Prêt Optimisée : de la signature à la revente

Vous avez découvert dans les articles précédents le potentiel incroyable de la Convention de Prêt Optimisée. Pour l'institution culturelle, c'est l'assurance d'exposer une œuvre majeure pendant 10 ans. Pour l'entreprise, c'est un investissement offrant plus de 87 % de rentabilité. Mais comment garantir que l'administration fiscale valide le montage ? Voici le guide pratique pour sécuriser l'opération.

Le succès de la Convention de Prêt Optimisée repose sur un équilibre subtil. Si l'administration fiscale a la moindre impression que l'opération cache une vente déguisée ou un abus de droit, elle peut requalifier le montage et annuler les avantages fiscaux. C'est pourquoi la théorie financière, aussi brillante soit-elle, doit s'appuyer sur un formalisme juridique irréprochable.

1. L'architecture contractuelle (Le "Pack Juridique")

La règle d'or est simple : **il ne faut jamais signer un contrat**

…